



Vers une politique Scientifique et Technique ?

Jérôme Vadecard
Maire de Mesnil-Follemprise
Docteur en Chimie Organique Fine

« Les programmes de recherche fondamentale, ou à finalité plus appliquée, tout comme les programmes de développement, initiés dans les prochaines années, conditionneront pour longtemps le mode et le niveau de vie de nos concitoyens, mais aussi le rayonnement de la France, en Europe et dans le monde.

Il est nécessaire de proposer un nouvel élan pour la recherche et le développement technologique, et de constituer le socle de compétences et de connaissances fondamentales sur lequel nous assoirons notre développement culturel, social et économique des prochaines décennies. L'enjeu est de taille : il s'agit de construire une société de l'intelligence, une France de la connaissance qui soit aussi une France de la croissance et du progrès » (Madame Claudie Haigneré, ministre chargée de la Recherche et des Nouvelles Technologies, lors de sa conférence de presse du 25 septembre 2002).

Nul ne conteste l'importance de la recherche comme facteur d'amélioration des performances de notre économie en matière de croissance et d'emploi.

En effet, à long terme, la qualité, la vitesse et la flexibilité ne suffiront plus à susciter la croissance et l'emploi. Elles sont devenues les "facteurs d'entrée" (Porter 1985) sur le marché : c'est-à-dire les conditions qu'il faut remplir pour rester dans le jeu. La véritable source de la compétitivité, dans un contexte de mondialisation, repose sur la capacité à innover, à faire les "choses différemment" et à réinventer sans cesse les produits et les services.

Personne ne remet non plus en cause la contribution de la recherche à la satisfaction des aspirations de nos concitoyens aux progrès de la santé et à un environnement plus sûr et de meilleure qualité (en réponse, parfois, à des inquiétudes nées des activités scientifiques elles-mêmes et de leurs répercussions en matière agricole ou industrielle...).

« Le projet de BCRD 2003 s'inscrit dans une perspective très claire: en 2010, la France devra consacrer 3% de son PIB à la recherche et au développement. Le projet de BCRD vise donc à mobiliser toutes les ressources disponibles pour répondre à l'objectif ambitieux, mais réaliste, fixé au Gouvernement par le Président de la République: le passage d'un taux, constaté en 2001, de dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) par rapport au produit intérieur brut (PIB) de 2,2% à un taux de 3% en 2010

Les grandes options politiques qui sous-tendent le BCRD 2003 sont au nombre de cinq :

- attirer les jeunes vers la recherche en leur offrant des perspectives attrayantes dans des domaines prometteurs

- *développer une recherche publique forte et ouverte*
- *rechercher des synergies entre la recherche publique et privée pour soutenir l'innovation*
- *accompagner les grands programmes industriels et stratégiques spatiaux et aéronautiques*
- *inscrire la science au cœur de la société.*

Il s'agit pour le ministère en charge de la recherche comme pour l'ensemble de l'État de passer d'une logique d'affichage à une logique de résultat. Le projet de BCRD 2003 présenté par le Gouvernement est un projet "vérité" qui privilégie l'exécution. Il s'inscrit dans un plan d'ensemble à long terme.

C'est un budget volontariste, articulé sur des contenus précis et mobilisateur des acteurs publics et privés pour que son exécution marque un progrès net par comparaison avec les années précédentes.

Les moyens d'engagement dont disposeront les laboratoires de recherche connaîtront une croissance réelle. Il prépare l'avenir sur des bases saines dans la perspective confirmée d'une progression très sensible des moyens financiers que l'ensemble du pays entend consacrer à sa recherche et à sa capacité d'innover, au cours des huit prochaines années. Dans la logique de l'effort à long terme, les années 2004 et suivantes impliqueront des moyens budgétaires nouveaux importants. » (Madame Claudie Haigneré, ministre chargée de la Recherche et des Nouvelles Technologies, lors de sa conférence de presse du 25 septembre 2002).

A l'occasion de la discussion du projet de loi de finances pour l'an 2000, M. Claude Allègre avait déclaré vouloir faire des réformes de structures nécessaires au préalable à une augmentation significative des moyens budgétaires de la recherche.

Nous n'avons eu ni l'un, ni l'autre, alors que certains de nos principaux concurrents (le Japon, l'Allemagne, la Grande-Bretagne...) mènent les deux de front, accroissant leur effort de recherche tout en modifiant foncièrement la configuration de leur appareil scientifique et technique.

Mais toutes les conséquences ne semblent pas en être tirées, qu'il s'agisse du montant des dépenses ou de leur efficacité, tout aussi essentielle, dont le renforcement suppose de profonds changements de notre système dans le respect, toutefois, de nos spécificités.

Il est nécessaire d'envisager la politique de la science et des techniques et non la politique de la recherche, la différence est d'importance. Qui songerait par exemple à substituer une politique de la médecine à la politique de santé. L'usage qui consiste à privilégier les moyens et à les confondre avec les objectifs est en quelque sorte une négation de la politique. Il y a bien entendu des zones où moyens et objectifs peuvent se confondre, mais ceci ne suffit pas pour faciliter les confusions et mettre la charrue devant les bœufs. L'organisation de la recherche scientifique doit être conçue en fonction des objectifs politiques et non l'inverse. Les objectifs politiques font partie de l'intérêt général et l'intérêt général doit être considéré comme un ensemble et non comme la somme des intérêts particuliers.

Si l'épanouissement scientifique et technique impose d'engager des hommes et de l'argent, on n'a rien dit qui vaille quand on se contente d'affirmer de façon péremptoire qu'il faut accroître le budget de la recherche civile, afin qu'il passe de 2,2% à 3,0% du PIB. Accroître l'investissement scientifique et technique, oui, mais seulement quand on sera assuré d'une utilisation du surcroît de moyens qui réponde aux objectifs fixés.

Avant de déterminer les orientations, un temps de réflexion et de concertation est absolument nécessaire. Faire ensemble des choix est l'étape indispensable pour que les scientifiques et les responsables politiques se ressaisissent, reprennent confiance. Depuis quarante ans nous entendons ces responsables et les directions des organismes de recherche, dans et hors de l'université, ressasser inlassablement la même antienne, le même discours comparatif. Comme Kroutchev qui au début des années soixante ambitionnait pour l'URSS de rattraper en dix ans la prospérité économique des États Unis d'Amérique, nous aurions du, mais nous n'avons jamais pu faire aussi bien que les USA.

A l'exception d'une parenthèse, vite refermée en 1981-83, ce suivisme scientifique et technique

nous a conduit à la stagnation. Même si ici ou là un résultat éclatant, une réussite brillante a alimenté notre orgueil, nous n'avons rien à attendre du modèle américain. **L'American way of Science réussit en Amérique et échoue ailleurs. Si nous avons besoin d'un modèle, inventons-le.**

Les institutions ont pesé lourd dans le conservatisme. Entendons bien: être conservateur dans la science et les techniques, c'est puiser son inspiration aux sources communes et exploiter les idées promues par d'autres et pour d'autres, c'est suivre les idées reçues, c'est aller où le courant porte, c'est accepter la caractéristique inéluctable de la domination à laquelle on n'ose résister.

Dans le projet politique que nous devons élaborer maintenant pour la science et les techniques, les mots clés sont donc: - **multipolarité et indépendance des choix et des priorités plutôt que compétition sur le terrain choisi par d'autres.** - Régulation des relations d'interdépendance qui doivent conserver un équilibre. Il serait raisonnable de se servir du concept de balance des échanges scientifiques et techniques, qui se servent d'outils plus fins que la seule quantification des publications et des brevets, qui ignorent la polarité des contenus. Il n'y a pas qu'une voie pour faire progresser la science et les techniques, tant s'en faut.

Nous irons en compétition sur le terrain des autres quand cela servira nos intérêts, quand nous y trouverons pour le développement économique et culturel des motifs puissants. **Nous attirerons les autres sur notre terrain quand nous serons capables de leur montrer qu'il y va de leur intérêt.** La réussite d'une telle politique sera confirmée quand il y aura autant de jeunes américains dans nos laboratoires qu'il y a de jeunes Français dans les laboratoires d'Amérique du Nord. **On a beaucoup parlé de l'exception culturelle française sans y inclure la science et les techniques.** Ceci est une erreur qu'il faut corriger. Si on décide de faire croître le budget de la recherche civile, il faudra s'efforcer de faire partager à ceux qui travaillent dans les laboratoires publics et privés cette vue particulière. Les critiques extérieures ne manqueront pas face à cette ambition que l'on entendra qualifier de chauvine et prétentieuse. Ces critiques miseront sur notre incapacité à convaincre dans notre pays même. Là sera l'enjeu principal. Tant que notre dépendance à l'égard des autres ne sera pas compensée par la dépendance des autres à notre égard, rien ne désarmera les critiques, sinon le sentiment que chaque projet individuel peut être valorisé par son insertion dans un projet collectif. Il y a du chemin à faire, beaucoup de gens à convaincre, mais surtout à écouter.

Le science a certes une logique de développement qui lui est propre à un moment donné, dans un lieu donné, mais n'ayons pas la naïveté de croire qu'il existe une science pure. **La République a grand besoin de "savants", elle ne doit pas les soumettre à ses exigences, mais doit tout faire pour les soulager des pressions mercantiles et sociales** qui pèsent inévitablement sur tous. Depuis des années on a trop souvent observé que les institutions publiques au lieu de desserrer les contraintes que le marché ou la société imposent aux scientifiques les a renforcées. Dans l'espoir tout à fait vain de les diriger vers des activités rentables économiquement ou socialement. La réalité fut que progressivement le marché s'est imposé sans contrepoids. Les scientifiques et les ingénieurs ont longtemps intériorisé la part collective de leur mission. Ramenée au niveau personnel, la vision de la compétition s'est peu à peu confinée dans une ambition individualiste. Ni le développement du réseau Internet, ni les homélies sur les différentes formes d'interdisciplinarité, ne parviendront à **reconstruire dans une forme adaptée au temps présent l'intellectuel collectif sans lequel un projet politique ne peut réussir.** C'est par l'adhésion à ce projet que les scientifiques et les techniciens français pourront se maintenir avec les meilleures chances dans la compétition internationale et obtenir la reconnaissance à laquelle ils ont droit.

Une chose est sûre, au nom de la rentabilité immédiate, nous laissons de côté une génération de jeunes qui manquent dès à présent à notre collectivité, soit qu'ils aient abandonné la science, soit qu'ils aient décidé de s'expatrier longtemps et offrent leur force de travail à un autre pays, au-delà du temps nécessaire à un complément de formation dans le cadre d'échanges loyaux et équilibrés. Nous ne portons pas sur eux qu'un regard sentimental, mais nous calculons ce que leur formation longue a coûté au pays et nous savons que la force de travail des scientifiques en France vieillit et baisse. Nous savons aussi que les départs à la retraite imminents, des scientifiques et des techniciens embauchés dans les années soixante, laisseront des vides impossibles à combler, car avec eux ils emporteront des savoir-faire, que cette jeune génération laissée de côté possède déjà, mais utilise ailleurs ou n'utilise pas. Ce gâchis doit être corrigé massivement et sans aucun retard..

Ces jeunes hommes et ces jeunes femmes manquent à notre pays. Il faut leur assurer des conditions de salaire et de travail dignes de ce qu'ils peuvent faire. Leur recensement et la création des postes nécessaires à leur réinsertion est une urgence. Mais pas une urgence à régler avec de vieilles recettes. Il ne faut pas faire du vieux avec du neuf, du banal avec ces esprits vifs et acharnés. Leur retour doit être l'occasion d'innover.

Il est regrettable que notre pays n'ait pas su profiter de la période assez longue de croissance et de stabilité qu'il vient de traverser, pour allier, comme d'autres ont su le faire, une forte augmentation de crédits à de profondes réformes de structures. La première aurait pu servir d'incitation aux secondes. L'efficacité des dépenses s'en serait trouvée renforcée, ce qui les aurait mieux fait contribuer au progrès des connaissances, à l'activité économique et aux autres demandes de la société.

L'organisation de la recherche française a besoin de davantage de cohérence et de souplesse : cela implique, d'un côté, une simplification des structures, une meilleure coordination des actions et un renforcement de l'évaluation et, de l'autre, davantage d'autonomie des différents intervenants et une plus grande utilisation des contrats dans le monde de la recherche (pour la détermination des objectifs, l'emploi scientifique...).

Le gouvernement devra régler le problème, essentiel, de l'insuffisance de mobilité, à tous les niveaux, dans la recherche française. Elle devra renforcer l'autonomie, les moyens et l'excellence des universités, en les incitant à coopérer davantage entre elles et avec les entreprises.

La recherche n'échappe pas à la compétition mondiale. C'est une activité essentielle. Elle n'a pas fait l'objet de la priorité qu'elle mérite.